

UNITE ET RENOVATION

pour une victoire du Socialisme en 1973

Le socialisme français peut remporter, dans les années qui viennent une victoire décisive. Il le peut parce qu'après quinze ans de gouvernement conservateur, l'impuissance du système capitaliste à résoudre les problèmes de notre temps apparaît plus clairement aux masses.

Mais pour que cette victoire soit remportée et surtout pour qu'elle soit décisive, deux conditions préalables doivent être remplies : l'union des forces socialistes sur la base d'un programme commun et la rénovation du Parti Socialiste.

UNE STRATEGIE D'UNION SOCIALISTE

La mise en place du pouvoir gaulliste a répondu à une modification des rapports économiques et sociaux dans notre pays : pour préserver sa place, le grand capital ne peut accélérer l'industrialisation du pays qu'au détriment des travailleurs. Cette politique qui avive les antagonismes de classes n'est possible que grâce à l'appui d'un pouvoir fort et à la division des forces de gauche. Mais elle rend dérisoire toute collaboration entre les forces socialistes et les défenseurs du système capitaliste, et donc illusoire toute stratégie de 3ème force. Ce n'est qu'en mettant la construction du socialisme à l'ordre du jour qu'il est aujourd'hui possible de créer une alternative crédible au pouvoir des forces de la droite et du centre réunies.

L'objectif politique prioritaire du Parti doit être de faire en sorte que les élections prévues en 1973 donnent le pouvoir à une majorité et à un gouvernement d'Union Socialiste dans des conditions telles qu'il puisse, au cours des cinq années suivantes, jeter les bases d'une société socialiste en France.

La stratégie d'union socialiste reposera sur l'accord des deux partis qui représentent les travailleurs exploités et dont le rôle à l'égard de ceux-ci est et restera concurrent : le Parti Socialiste et le Parti Communiste, ainsi que des autres formations qui se réclament du socialisme. Les autres forces démocratiques, et notamment le Parti Radical prendront leurs responsabilités en fonction de cet accord : elles auront à choisir entre l'union socialiste et la coalition des gestionnaires conservateurs du centre et de la droite.

Un programme commun de gouvernement

S'il est vrai que la conclusion d'un accord de gouvernement avec le Parti Communiste doit être subordonnée à des réponses satisfaisantes de la part de celui-ci sur les questions fondamentales du socialisme et de la démocratie, la discussion de cet accord est d'ores et déjà possible.

L'examen du bilan du 22 décembre 1970 fait apparaître des progrès considérables de la part du Parti Communiste sur deux points : le Parti Communiste reconnaît que le "passage au socialisme ne peut être que le fait d'un rassemblement majoritaire du peuple", et admet le pluralisme des partis. L'accord n'est pas encore réalisé sur le retour dans l'opposition en cas de désaveu par la majorité des citoyens : la signature d'un accord politique global demeurera impossible tant qu'il en sera ainsi car si on peut espérer vaine cette hypothèse du désaveu le refus même de l'envisager viderait de toute substance l'accord sur les deux points précédemment évoqués.

Les autres points de divergence relèvent soit de la spécificité normale des deux organisations (référence au léninisme et définition du pouvoir socialiste), soit du dialogue sur le programme commun (politique extérieure, Marché Commun), dialogue qu'il convient maintenant d'engager.

Le stade du dialogue purement idéologique qui a l'inconvénient de la lenteur et de l'abstraction est en effet dépassé. C'est dans la recherche d'un accord de gouvernement portant sur l'organisation de l'économie, la démocratisation de l'entreprise et du Plan qu'il est possible de garantir concrètement la liberté dans le socialisme.

En effet, le contenu de l'unité est la question décisive.

Le contenu de l'unité

L'idée dont il faut partir, c'est qu'on ne mettra pas en place un gouvernement de gauche durable et à fortiori la construction socialiste en partant d'en haut, c'est à dire en se contentant d'utiliser dans un sens socialiste l'appareil d'Etat même renforcé.

L'illusion aujourd'hui est de croire qu'il soit possible à la gauche d'occuper le pouvoir pour y procéder à des réformes démocratiques et améliorer la condition des travailleurs sans toucher au coeur du système actuel, le pouvoir dans l'entreprise.

Ce qui sera décisif, ce sera que les masses prennent les plus larges responsabilités dans la construction du socialisme. A cet effet, la première tâche d'un gouvernement de gauche sera d'organiser conformément aux principes du Plan d'Action Socialiste et du Contrat Socialiste, le pouvoir effectif des travailleurs dans l'entreprise.

Nous proposons donc que la direction du Parti engage sans tarder et au plus tard avant la fin de 1971, des négociations avec le Parti Communiste sur un programme commun de gouvernement. Ces négociations seront menées en particulier sur la base des principes définis ci-dessus précisés par un conseil national convoqué en novembre 1971. Il va sans dire que cet accord politique global sera soumis à l'approbation d'un congrès extraordinaire qui jugera du respect de nos principes fondamentaux.

Cette méthode peut seule nous permettre d'établir devant le pays l'aptitude effective de la gauche à gouverner sans que nous puissions prêter au soupçon de tergiverser et de ne pas vouloir vraiment l'unité.

UN PARTI POUR L'UNITE

A cette stratégie, on objectera que dans une alliance avec le Parti Communiste nous risquerions d'être écrasés et manipulés par un partenaire plus puissant. La question n'est pas de savoir qui au départ est le plus fort, mais qui dans une perspective dynamique est le mieux placé pour bénéficier de l'alliance.

A cet égard, le Parti Communiste, a fait, à peu de choses près, le plein de ses voix et de ses militants. Le Parti Socialiste au contraire a perdu depuis 25 ans une part importante de ses forces. Elles nous reviendront si nous adoptons une stratégie sans ambiguïté et mobilisatrice. En outre, beaucoup d'électeurs et de militants indécis, sensibles au pouvoir d'attraction de l'unité socialiste auront tendance à se tourner vers le partenaire le plus démocratique et le plus imaginatif de cette alliance.

Il ne tient qu'à nous d'être ce partenaire. Aussi, loin de cristalliser notre infériorité actuelle par rapport au Parti Communiste, l'union est elle un moyen et sans doute le seul, de rétablir en notre faveur l'équilibre au sein de la gauche.

La rénovation nécessaire

Encore faut-il que l'unité se fasse non dans la sclérose mais dans le renouvellement. Pour attirer à lui les milliers de militants dont il a besoin, pour se rapprocher de sa base de classe naturelle : les travailleurs exploités, le Parti Socialiste doit mettre fin au divorce trop fréquent entre les principes proclamés et les comportements réels, tel qu'il a pu se manifester encore par certaines alliances municipales. Il doit aussi offrir de nouvelles formes d'action. L'unité, enfin réalisée, entre le Parti Socialiste et la Convention des Institutions Républicaines n'est

qu'une étape de cette rénovation. Elle doit être suivie aussitôt d'un renouvellement profond de nos structures, de nos moyens et de nos hommes. Les principales mesures à prendre, à cet égard, sont :

- une multiplication de sections d'entreprise et universitaires, qui se constitueront dans les mêmes conditions que les sections locales. Dans une direction véritablement collégiale sera créé un secrétariat aux sections d'entreprise.
- des groupes socialistes peuvent s'organiser librement selon les affinités locales ou professionnelles, et être constituées en sections de plein exercice sur décision des fédérations concernées,
- l'institution de règles contraignantes de non-cumul des mandats afin d'assurer le partage des responsabilités
- l'élection du comité directeur à la représentation proportionnelle et sur critères politiques
- la ratification par la base de décisions pour lesquelles les délégués au congrès n'auraient par reçu de mandats impératifs
- la création d'écoles de cadres fédérales ou interfédérales
- la reconstitution d'une presse au moins hebdomadaire où tous les courants du Parti pourraient s'exprimer.

Aujourd'hui, le Parti Socialiste commun doit prendre conscience qu'une nouvelle période s'ouvre pour lui. Le passage au socialisme a cessé d'être un rêve lointain renvoyé à plus tard par les données politiques et sociales du pays, pour devenir l'enjeu historique des luttes de notre temps.